

La grève continue chez les avocats

Justice | Des plaidoiries pour défendre la profession menacée.

Vendredi matin, une représentation de tous les avocats du barreau de Béziers a pris la parole devant la présidente Claire Ougier. Pas question pour eux de défendre des justiciables. C'est leur profession, la justice, qu'ils ont décidé de défendre contre les lois Macron et Taubira.

M^e Christophe Guigues, le doyen du barreau s'est exprimé le premier: «*En 45 années d'exercice, je ne reconnais plus la justice que j'ai connue. Pour vous dire, même le barreau de Paris se joint à nous pour défendre la profession. Aujourd'hui, c'est la survie des cabinets d'avocats qui se joue. L'aide juridictionnelle que l'on entend mettre à mal joue un rôle primordial. Surtout ici à Béziers.*»

M^e Philippe Terrier a poursuivi: «*Quel que soit le gouvernement, tout est mis en œuvre pour détruire les petites struc-*



■ La confiance est perdue envers la chancellerie.

tures, le tissu local, tout ce qui est près du justiciable. On veut que notre justice ressemble à celle des USA. Nous n'en voulons pas. Nous ne voulons pas travailler pour des cabinets et que les avocats soient de simples salariés dépendant de riches patrons. Si nous en arrivons là, tout ce qui fait l'humanité de

notre métier sera détruit.» M^e Josy-Jean Bousquet s'est dit choqué des interventions menées par les forces de l'ordre contre les avocats. Et s'adressant aux magistrats: «*Vous êtes les garants de la démocratie et de la liberté.*» M^e Vanessa Frasson, représentant l'association des jeunes avocats a ajouté: «*C'est une*

vocation de porter cette robe. Nous ne comptons pas nos heures, pas plus que nous n'avons la notion de gestion de nos cabinets. Nous avons une certaine vision de la justice et nous avons peur de ne plus pouvoir défendre les plus démunis. Nous refusons de faire de la quantité au détriment de la qualité.»

Et M^e Bernadette Lladós-Hérail, la bâtonnière de conclure: «*Pour Béziers, l'aide juridictionnelle est très importante tant la misère sociale est présente. M^{me} Taubira nous dit que la loi est retirée. Je vous dis que sa parole n'a plus de valeur. Je ne crois que ce que je vois. Moi, comme mes confrères, nous voulons des actes. Nous sommes unis et l'on cherche à nous diviser pour passer en force. Ça ne marchera pas.»*

La grève des avocats se poursuit encore.